



A l'occasion du Centenaire de la 1^{ère} Guerre Mondiale, la Municipalité a décidé d'éditer plusieurs « Petits Gilloniens » spécialement dédiés à ce conflit. Chaque numéro renvoie à une thématique de la guerre 1914-1918. Les informations présentées dans ces journaux sont, pour la plupart, issues de recherches menées auprès des archives d'Eure-et-Loir et à la Mairie de Prunay-le-Gillon. Certains documents constituent de précieux témoignages de l'impact du conflit sur notre village. A l'avant comme à l'arrière du front, Prunay a subi la guerre, a souffert de la guerre et a pleuré ses enfants morts pour la patrie. Il convient aujourd'hui de revivre ces 4 années d'histoire à la mémoire de ceux qui ont combattu.

Ce 1^{er} numéro est consacré à la mobilisation agricole à l'arrière du front.

La mobilisation des femmes aux champs

Samedi 1^{er} août 1914. Vers 16 heures, le clocher de l'église Saint-Denis fait entendre un sinistre tocsin. C'est la mobilisation générale... Très vite, trop vite, la guerre fait ses premières victimes là-bas, dans l'Est, le long de l'Allemagne et de la Belgique : c'est la bataille des frontières. Tandis que les premiers soldats tombent sur le front, la vie s'organise à Prunay, dépeuplé de ses hommes les plus jeunes, les plus forts et les plus aptes aux travaux des champs. La plupart des mobilisés sont, en effet, charretiers, cultivateurs, journaliers ... Qui va faire la moisson et les remplacer aux champs ? C'est, du reste, une préoccupation nationale, la France étant encore très rurale à cette

époque. La France de 1914 recense 39,6 millions d'habitants, dont 56 % vivent en milieu rural et 40 % de l'agriculture. Dès le 6 août 1914, Le président du Conseil, René Viviani lance un appel aux paysannes pour les encourager à terminer les récoltes, essentielles pour l'approvisionnement du pays et des troupes engagées dans le conflit, à la veille des moissons : « *Debout, femmes françaises, jeunes enfants, filles et fils de la patrie. Remplacez sur le champ de travail ceux qui sont sur le*

champ de bataille. Préparez-vous à leur montrer, demain, la terre cultivée, les récoltes rentrées, les champs ensemencés ! Il n'y a pas, dans ces heures graves, de labeur infime. Tout est grand qui sert le pays. Debout ! A l'action ! A l'œuvre ! Il y aura demain de la gloire pour tout le monde ».





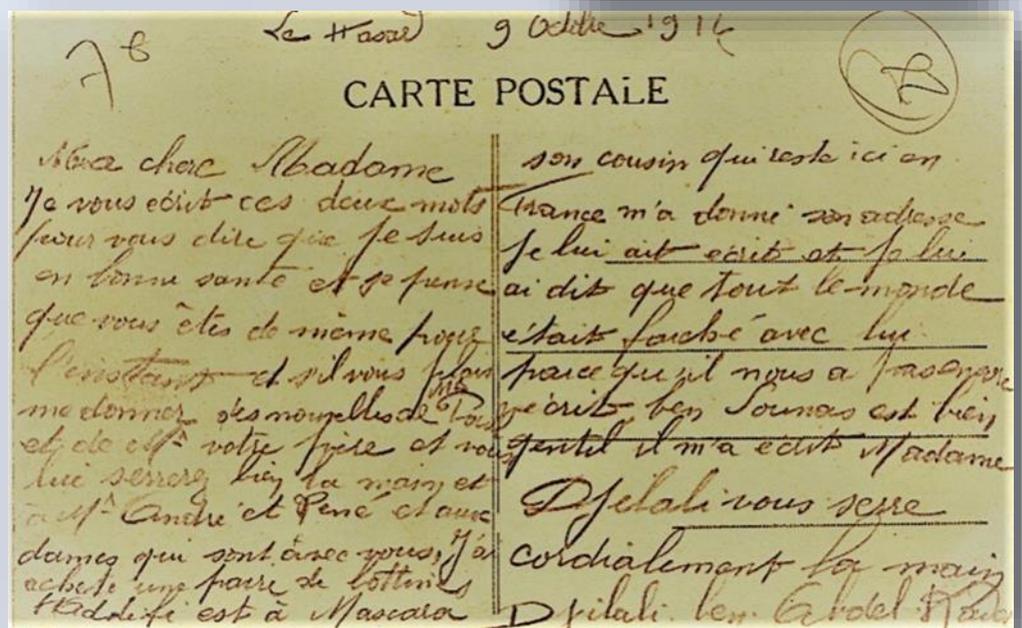
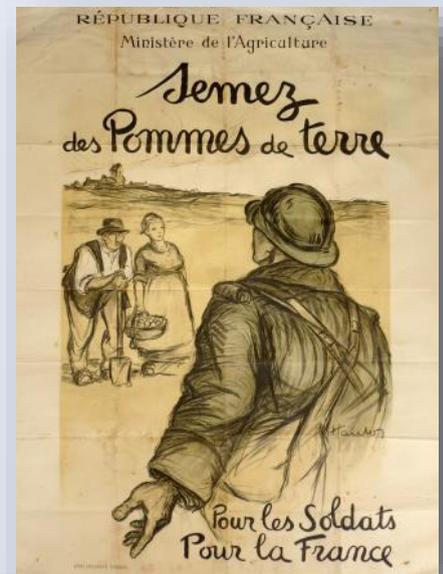
Le 7 août, à la mairie de Chartres, est ouvert un registre permettant l'inscription de personnes ayant besoin de main d'œuvre agricole et d'autre part de personnes susceptibles de fournir cette main d'œuvre. En 1916, l'implication des femmes est telle que la société des agriculteurs de France attribue des médailles aux femmes agricultrices méritantes. « Elles sont légion, celles qui ont ainsi, à l'arrière, compris le devoir patriotique, et efficacement servi la Défense Nationale » écrit le Journal Le Progrès du 10 juin 1916. En juillet 1917, le conflit s'éternisant, le Conseil Municipal de Prunay propose une garderie pour les enfants des femmes qui doivent faire la moisson. Cette garderie est installée dans l'asile des sœurs (aujourd'hui propriété privée). Cette initiative sera reconduite à l'été 1918.

France attribue des médailles aux femmes agricultrices méritantes. « Elles sont légion, celles qui ont ainsi, à l'arrière, compris le devoir patriotique, et efficacement servi la Défense Nationale » écrit le Journal Le Progrès du 10 juin 1916. En juillet 1917, le conflit s'éternisant, le Conseil Municipal de Prunay propose une garderie pour les enfants des femmes qui doivent faire la moisson. Cette garderie est installée dans l'asile des sœurs (aujourd'hui propriété privée). Cette initiative sera reconduite à l'été 1918.

La main d'œuvre coloniale et étrangère

Très vite également de la main d'œuvre venue d'ailleurs est appelée en renfort. Dans le journal Le Progrès du 12 août 1914, il est écrit : « Ce matin, il est débarqué à Chartres, 250 à 300 hommes venus tout exprès pour faire la moisson ». Ces hommes viennent de Normandie. Ils sont requis par l'autorité militaire qui les a mobilisés. Mais la main d'œuvre vient parfois de beaucoup plus loin, du Maghreb notamment, dès 1915 avec l'arrivée de Kabyles algériens et tunisiens volontaires. Leur temps de travail est identique à celui des ouvriers agricoles français. Il est demandé aux employeurs de respecter leurs croyances et coutumes religieuses. A Prunay, plusieurs kabyles sont venus travailler dans les fermes comme l'atteste cette carte postale écrite par Djilali Ben Abdel Kader datée du 9 octobre 1916 et postée de la ferme du Hasard. Propriété de Monsieur Georges Dra-

mard en 1901, la famille a migré vers Flosville en 1914, comme le montrent les listes électorales de cette année-là. En 1920, la ferme est habitée par Paul Cintrat, un soldat, selon les registres militaires. Djilali semble donc écrire à la mère de Paul, Pauline, qui s'est absentée de la ferme. Il prend des nouvelles de la famille : Mme Cintrat a bien 2 autres fils : André et René.



Pour d'autres, l'adaptation se passe moins bien.... A la rubrique Fait-divers du Journal Le Progrès daté du 1^{er} mars 1916, il est fait mention d'un ouvrier agricole de Prunay Mohamed Ben Lamari, âgé de 27 ans qui aurait volé une blanchisseuse de Theuville ! Certains kabyles ont dû mal à s'adapter au climat trop changeant en Beauce et demandent à rentrer en Algérie.

Dans les fermes, on a aussi recours aux prisonniers de guerre allemands et aux réfugiés évacués des régions envahies par l'Allemagne (Aisne, Somme, Belgique...).

Le journal de Chartres daté du 10 février 1915 souligne l'arrivée

d'émigrés du Nord à la gare de Chartres. Certains d'entre eux doivent être acheminés vers Prunay-le-Gillon.

Les émigrés. — 325 évacués du Nord, réfugiés, depuis le mois de septembre aux environs de Soissons, ont été ravitaillés, dimanche matin, à la gare, par les soins de M. et M^{me} Pitois. Ensuite, ils ont été dirigés les uns sur Gallardon et Châteaudun, les autres sur Thivars et Prunay-le-Gillon. En attendant le départ des trains ces pauvres gens ont trouvé asile au cinéma Deneau.

63 réfugiés s'installent, ainsi, dans la commune, cette année-là. Au Conseil Municipal du 21 février 1915, il est évoqué le problème des dépenses occasionnées par ces émigrés qui sont logés dans des logements vacants et qui sont sans ressources. Le Conseil décide notamment de subvenir à leurs besoins le temps qu'ils touchent leurs premières indemnités : « [sont] à charge de la Commune, toutes les dépenses de paille et d'installation de chauffage, pain, viande, épicerie qui ont été faites pour les émigrés du 6 au 21 février 1915 ». Parmi ces réfugiés se cachent parfois des insoumis fuyant le front :

Prunay-le-Gillon
Insoumis belge. — Les gendarmes ont arrêté chez un cultivateur de Crossay où il était employé comme ouvrier agricole, le nommé De Block Jules, âgé de 21 ans, sujet belge, recherché pour insoumission.

Initialement installés à l'asile des sœurs, certains réfugiés demanderont à changer de logement en raison de l'insalubrité des lieux et déménageront à « la maison Baumer, sur la Place » (Maison située 8 place du 14 juillet actuelle).

On trouve trace de ces réfugiés

dans les archives de l'état civil de Prunay. Le 26/06/1918, Omer Leeman, boucher à Lierde Sainte-Marne (Flandre Orientale) épouse Léontine Louchard née dans le Nord à Elincourt, réfugiée à Prunay avec son frère et sa sœur. Cependant, peu resteront à Prunay après la guerre.

Ceux qui restent sont ceux qui ont trouvé l'âme sœur ! C'est le cas pour Octave De Deyn, ouvrier agricole de 29 ans originaire de Oosterzele qui épouse Madeleine Juliette Poupard le 29/01/1916. Leurs descendants sont toujours présents sur la commune.

Les prisonniers de guerre

Pendant la Première Guerre mondiale, sept millions d'hommes sont faits prisonniers parmi les différentes armées belgicantes. Les prisonniers Allemands sont évacués vers l'arrière du front, une fois faits prison-

niers sur les champs de bataille. La majeure partie est généralement envoyée dans des camps partout en France où ils sont utilisés comme main d'œuvre de manière à pallier le manque de bras lié à la mobilisation massive pour les combats.

De nombreux prisonniers seront

ainsi évacués du front par train et convoyés jusqu'en Eure-et-Loir dans des campements situés près des communes. L'utilisation de ces soldats est très stricte : ils ne doivent être mis à disposition que des collectivités, syndicats, départements, en vue d'un travail d'intérêt général.

Ces soldats travaillent en équipe et restent sous la surveillance de leur gardien, une surveillance somme toute assez lâche puisque de nombreux prisonniers s'évaderont de ces camps et seront recherchés, comme le montrent les nombreux avis de recherche parus dans la presse locale. Ces prisonniers assidus et disciplinés ne doivent pas communiquer avec la population.

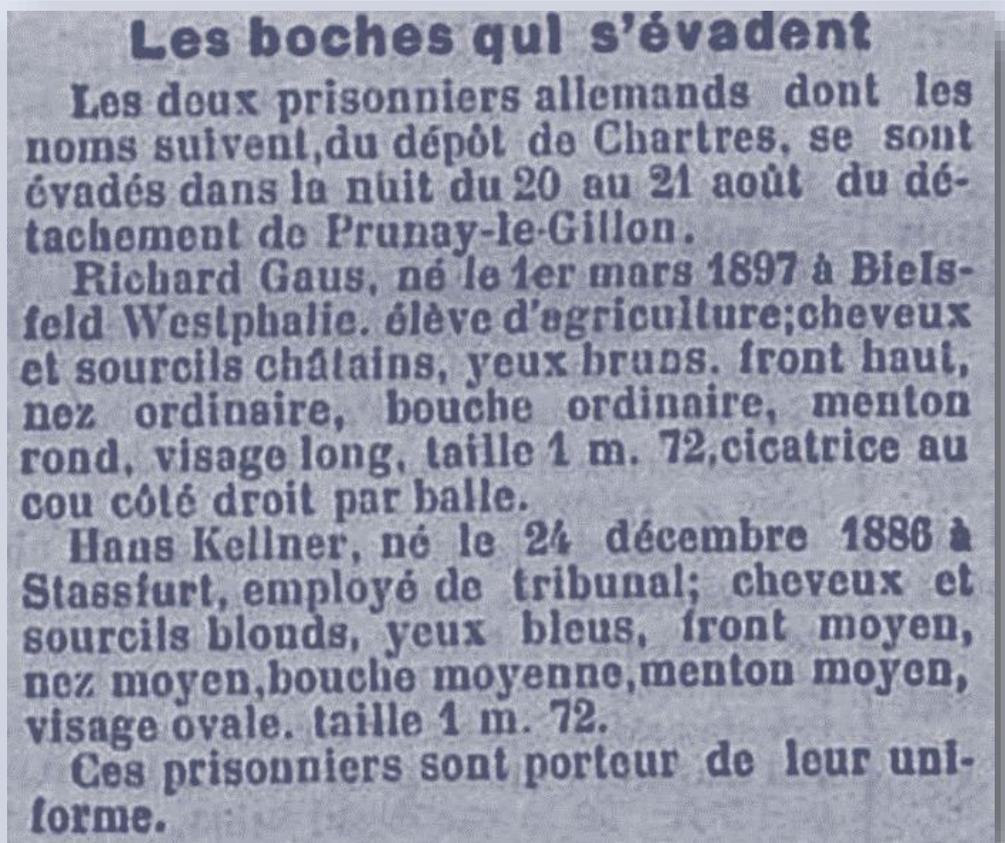
Il n'est pas fait mention de leur passage à Prunay dans les comptes-rendus des conseils municipaux de l'époque mais un article de presse datant d'août 1917 paru dans Le Progrès souligne l'existence d'un campement à Prunay et l'évasion de deux

Le renfort des lycéens

A l'été 1916, un professeur agrégé d'université de Paris : M. Lavarenne propose aux agriculteurs l'aide de lycéens pendant les mois d'été, prêts à consacrer leurs vacances aux travaux des champs « sans aucune rétribu-

Et toujours les femmes ...

Malgré toute cette aide extérieure, dans les petites exploitations, ce sont les femmes qui vont gérer l'essentiel des travaux des champs en plus des tâches ménagères : labourer, semer, herser, faucher à la main sans l'aide des animaux, notamment des chevaux, réquisitionnés par l'armée. Les femmes parviendront à maintenir le niveau de la



d'entre eux avec leur signalement précis. Ils seront d'ailleurs

arrêtés huit jours plus tard à Saint-Péravy-la-Colombe (Loiret).

tion que la joie de mener une vie saine et d'aider leur patrie dans la mesure de leurs forces ».

(Journal le Progrès du 16 août 1916). L'appel est entendu puisque quelques jours plus tard 150 lycéens environ arrivent en Beauce pour travailler aux

champs et donnent entière satisfaction aux fermiers qui les préférèrent parfois aux prisonniers « boches ». « L'agriculture française ne saurait que gagner à la visite de ces braves petits Français des villes ».

production agricole pendant ces quatre années de guerre, en redoublant d'efforts. Certaines d'entre elles, devenues veuves prendront définitivement la gestion de la ferme en mains. Malgré leur investissement, leur capacité à abattre du travail comme un homme dans des conditions épuisantes, la majorité des femmes ne s'émanciperont pas après la 1^{ère} guerre mondiale, si ce n'est une minorité dans les

grandes villes. Si les Anglaises, Allemandes et Autrichiennes obtiennent le droit de vote à la fin du conflit, les Françaises, elles, devront attendre 1944 ! Elles vont rentrer dans le rang et renouer avec les valeurs traditionnelles, rappelées à leur rôle d'épouse et de mère de famille, dans un pays qu'il faut reconstruire démographiquement aussi. Des enfants qui partiront à la guerre 20 ans plus tard...